

The Alberta economic juggernaut: The boom on the rose

by Philip Cross and Geoff Bowlby*

Most Canadians are aware of the boom in Alberta's economy, and almost all have directly or indirectly felt its consequences. But the unprecedented scale of Alberta's prosperity is still not widely appreciated. This paper analyzes the reasons behind this surge, now in its fourth year, and the opportunities and challenges it presents.

Alberta is in the midst of the strongest period of economic growth ever recorded by any province in Canada's history. Its total income (GDP) rose 43% between 2002 and 2005, and shows no signs of slowing down in 2006.¹ Alberta's 12.7% average annual increase since 2002 compares favourably with China's 14.8%, the fastest growing among the world's large economies. The composition of growth was different: China's was mostly volume, while Alberta's was three-quarters driven by higher export prices.² Still, its 4% average increases in real GDP were the most in Canada after 2002.

As a result of this unprecedented boom, Alberta's labour market is the tightest in North America. The resulting labour shortages can be addressed by increasing the population, working more hours, raising the participation rate or boosting productivity. This paper finishes by looking at how Alberta is responding in each of these categories.

Incomes

Alberta's per capita GDP reached \$66,275 last year, nearly double the \$33,553 average income in 1995. This was 56% above the national average and more

* Current Analysis Group (613) 951-9162 and Labour Force Survey.

L'irrépressible poussée économique de l'Alberta : l'éclosion de la rose de l'Ouest

par Philip Cross et Geoff Bowlby*

La plupart des Canadiens sont conscients de la prospérité économique de l'Alberta et presque tous en ont ressenti les effets, que ce soit directement ou indirectement, mais l'ampleur inégalée de cet essor n'est pas encore appréciée à sa juste valeur. On analyse dans cette étude les raisons à l'origine de ce phénomène qui en est à sa quatrième année, de même que les possibilités et les défis qui y sont liés.

L'Alberta traverse la plus intense période de croissance économique que n'ait jamais connue aucune province canadienne. Son revenu total (PIB) s'est élevé de 43 % de 2002 à 2005 et il n'y a eu encore aucun signe de ralentissement en 2006¹. Avec un taux annuel moyen de croissance de 12,7 % depuis 2002, l'Alberta n'a guère à envier à la Chine qui affiche un taux de 14,8 %, soit le plus élevé à l'échelle des grandes économies du globe. La croissance est cependant d'une composition différente en Chine et en Alberta : l'économie chinoise a crû surtout en volume, alors que les trois quarts de la croissance de l'économie albertaine s'expli-

quent par une montée des prix à l'exportation², bien que le taux moyen de progression du PIB réel de l'Alberta (+4 %) soit le plus haut au Canada depuis 2002.

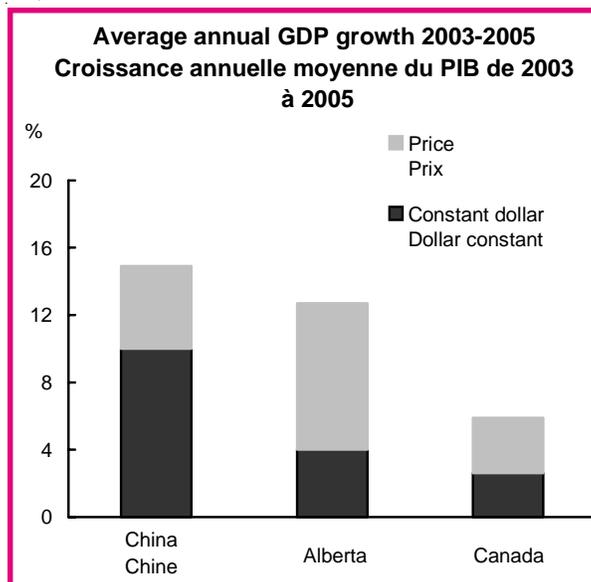
En raison de cet essor sans précédent, le marché du travail de l'Alberta est celui où il y a le moins de marge de manœuvre de toute l'Amérique du Nord. Il est possible de combler les pénuries de main-d'œuvre qui le caractérisent en accroissant la population, en multipliant les heures de travail, en haussant le taux d'activité ou en relevant la productivité. Cette étude se termine en examinant comment l'Alberta compose avec ces divers défis.

Revenus

Le PIB albertain par habitant a atteint 66 275 \$ l'an dernier, soit presque le double du revenu moyen de 1995 (33 553 \$), 56 % de plus que la moyenne nationale et plus de deux fois

* Groupe d'analyse de conjoncture, (613) 951-9162 et Enquête sur la population active.

Figure 1



than twice incomes in some of the Atlantic provinces. The deviation from the Canadian average is the largest for any province in Canadian history.

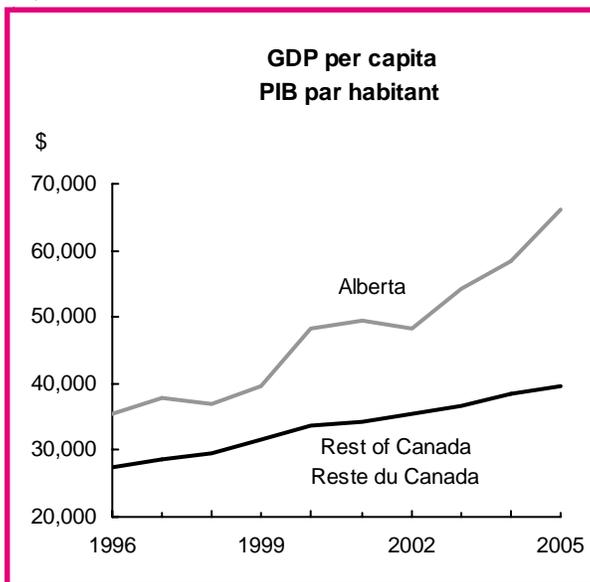
Many factors contributed to Alberta's surge in per capita GDP. Most conspicuously, the huge inflow of money into Alberta has been generated mostly by corporate profits. Profits more than doubled from \$23.5 billion in 2002 to \$53.1 billion last year, directly accounting for over half of all income growth. Most of this increase reflects the soaring price of oil and gas exports. Alberta (some call it Oilberta, others Saudi Alberta) accounted for 27% of all profits in Canada last year, nearly double its share of national GDP.

While profits accelerated, labour income rose steadily over the last three years. Labour income had risen 25% between 1999 and 2002, spurred by double-digit gains in 2000 and 2001. Since 2002, incomes rose 'only' 27% (or nearly 10% a year), still by far the most in Canada. Shortages of labour may have restrained recent gains, and indeed labour income growth was increasingly driven by wages rather than employment gains.

Profits fuel investment

Buoyed by ballooning profits, business investment expanded 37% over the last three years, including a 17% jump in volume last year. Firms plan to increase nominal outlays another 11% in 2006. Most of the growth of course was in the energy sector, especially the oilsands north of Edmonton. In the first half of 2006, non-residential building in Alberta surpassed Quebec for the first time ever.

Figure 2

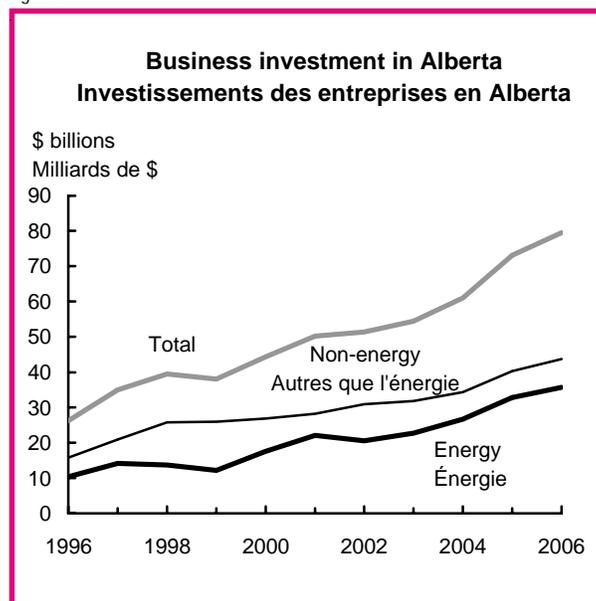


le revenu de certaines des provinces de l'Atlantique. Cet écart par rapport à la moyenne nationale est le plus grand qu'une province a connu dans l'histoire canadienne.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la montée en flèche du PIB par habitant en Alberta. Le plus frappant de ces facteurs est l'entrée massive d'argent, qui se présente surtout sous la forme de bénéfices des sociétés, dans l'économie albertaine. Les bénéfices ont plus que doublé de 2002 à 2005, étant passés de 23,5 milliards de dollars à 53,1 milliards de dollars. Ils ont ainsi représenté directement plus de la moitié de toute la hausse des revenus. Le gros de l'essor des bénéfices s'explique par les prix des exportations pétrolières et gazières qui ont progressé fortement. L'an dernier, l'Alberta (certains l'appellent Pétro Alberta et d'autres, l'Alberta Saoudite) a représenté 27 % de la masse des bénéfices au Canada; c'est près du double de sa part du PIB national.

Si le rythme de croissance des bénéfices s'est accéléré, le revenu du travail, pour sa part, a crû de façon constante au cours des trois dernières années. Il avait grimpé de 25 % de 1999 à 2002 grâce à des progressions de plus de 10 % en 2000 et 2001. Depuis 2002, il a augmenté de 27 % « seulement » (près de 10 % par an). C'est pourtant en Alberta qu'il s'est élevé le plus rapidement, et de loin, au Canada. Les pénuries de main-d'œuvre pourraient avoir restreint les hausses récemment et, en fait, la croissance du revenu du travail a eu de plus en plus pour moteur les salaires plutôt que les hausses d'emplois.

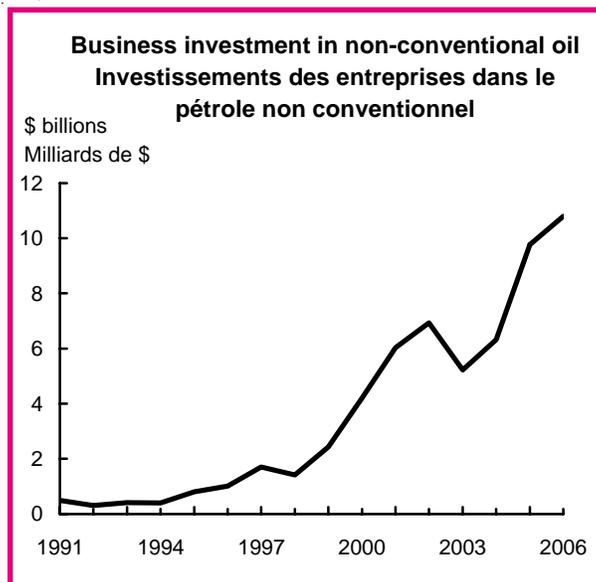
Figure 3



Les bénéfices stimulent les investissements

Soutenus par des bénéfices en plein essor, les investissements des entreprises se sont accrus de 37 % ces trois dernières années. Ils ont notamment fait un bond de 17 % en volume l'an dernier. Les entreprises prévoient une nouvelle hausse de 11 % de leurs immobilisations en valeur nominale pour 2006. Bien sûr, cette croissance a eu lieu surtout dans le secteur de l'énergie et plus particulièrement dans les sables pétrolifères au nord d'Edmonton. Au cours de la première moitié de 2006, la construction non résidentielle a

Figure 4



The investment boom shows no sign of ending anytime soon, for several reasons. Oil prices remain high, with futures prices for 2012 near \$70 (US) a barrel. Even if prices did retrench, the impact on oil-sands development would be different than drilling for conventional oil, because their planning and investment horizon is so much longer and on a much grander scale. For example, while the oil price crash in 1998 triggered substantially less drilling, investment in the oil-sands was less affected. In fact, oil-sands investment fell sharply only once in the last 15 years, down 25% in 2003 after the completion of the huge Millennium project.

Furthermore, the growth of oil-sands output will trigger other investments, notably pipelines to carry the oil to market and upgraders and refineries to process the raw bitumen. And a host of other projects have been spun off, ranging from office buildings (such as EnCana's planned headquarters in Calgary, the tallest building west of Toronto) to petrochemical plants using feedstock from refiners.³

Another reason investment has been strong relates to the development of coalbed methane (CBM). Alberta is home to over 90% of Canada's coal. With conventional natural gas output starting to decline as the most productive fields are exhausted, the industry increasingly is turning to CBM to satisfy demand.⁴

Energy drives exports

Investment was fuelled by exports, which hit \$134 billion last year, double their level in 1999. Alberta has less diversity among its exports than any other province, which has been a blessing since energy has become so valuable in recent years. Crude oil and natural gas alone account for almost two-thirds of goods exports, while another 10% is contributed by refined petroleum, petrochemicals and coal.

été plus vigoureuse en Alberta qu'au Québec, et ce, pour la toute première fois dans l'histoire du pays.

L'essor des investissements ne paraît pas devoir se terminer avant longtemps, et ce, pour plusieurs raisons. Les prix du pétrole demeurent élevés et les prix à terme s'établissent à près de 70 dollars américains le baril pour aussi loin que 2012. Même si les prix devaient fléchir, les répercussions ne seraient pas les mêmes sur la mise en valeur des sables pétrolifères que sur les forages pour le pétrole conventionnel, puisque l'horizon de planification et d'investissement est bien plus étendu dans le temps dans le premier cas et se situe sur une bien plus

grande échelle. Ainsi, lorsque l'effondrement des cours pétroliers en 1998 a fait largement diminuer les forages, les investissements ont été moins touchés dans le secteur des sables pétrolifères. En fait, ils ont chuté une seule fois depuis 15 ans, soit de 25 % en 2003 après l'achèvement du vaste projet Millennium.

De plus, la croissance de la production dans les sables pétrolifères amènera d'autres investissements, notamment en pipelines pour l'acheminement vers les marchés ainsi que vers les usines de traitement et les raffineries qui transforment le bitume brut. Une foule de chantiers ont vu le jour, qu'il s'agisse d'immeubles à bureaux (comme le projet de construction du siège social d'EnCana à Calgary, qui sera le plus haut gratte-ciel à l'ouest de Toronto) ou d'usines pétrochimiques qui s'alimentent auprès des raffineurs³.

Une autre cause de la vigueur de ces investissements est la mise en valeur du méthane de gisements houillers (MGH). Le sol albertain recèle plus de 90 % du charbon du pays. Comme la production de gaz naturel conventionnel se met à décroître avec l'épuisement des gisements les plus productifs, l'industrie compte de plus en plus sur le MGH pour satisfaire à la demande⁴.

La vigueur des exportations est principalement attribuable à l'énergie

Les investissements ont été stimulés par les exportations qui, l'an dernier, ont atteint 134 milliards de dollars, soit le double de leur valeur de 1999. Les exportations albertaines sont moins diversifiées que celles de toute autre province, ce qui constitue un bienfait pour cette province depuis que l'énergie est récemment devenue si précieuse. À eux seuls, le pétrole brut et le gaz naturel sont à l'origine de presque les deux tiers des exportations de biens; une autre tranche de 10 % est attribuable au pétrole raffiné, aux produits pétrochimiques et au charbon.

Non-energy international exports rose 6% in 2005. The largest non-energy exports were agricultural products, notably livestock and grain, followed by forestry products. Metals and machinery and equipment remain small at about 7% of all exports, while auto exports are negligible.

Alberta exports 62% of its GDP to other countries and provinces, more than BC, Ontario or Quebec. The US is the destination for 90% of its international exports, up from 80% a decade earlier. Nominal exports to other countries accelerated steadily, rising 13% in 2003, 11% in 2004 and 15% last year. Most of this increase reflects higher energy prices, as the volume of total exports rose just 4.2% over this period.

The lion's share of Alberta's trade surplus comes from trade outside Canada, where exports exceed imports by \$33 billion. Alberta runs a surplus of only \$7.5 billion with the rest of Canada, as deficits with Ontario and Quebec offset surpluses with all other provinces.⁵ This reflects a number of revealing features of Alberta's trade.

First, about three-quarters of its energy exports go to the US, especially crude oil destined for the midwest and Rocky mountain states (much of the oil in eastern Canada is imported from Europe, due to lower costs as well as its older refineries are designed to process lighter grades of oil than Alberta's). Conversely, Alberta exports more refined petroleum and less crude oil to the rest of Canada, especially the west, reflecting the concentration of large refineries in the province (Edmonton has almost three-quarters of all western Canada's refining capacity). Overall, energy exports to the rest of Canada have about the same weight (71%) as those to the rest of the world.

Second, Alberta imports more capital and consumer goods from other provinces, leaving it to specialize in

En 2005, les exportations internationales de l'Alberta excluant l'énergie ont augmenté de 6 %. Les premières exportations en importance, mises à part celles d'énergie, étaient celles de produits agricoles, plus particulièrement le bétail et les céréales; suivaient les exportations de produits forestiers. Les exportations de métaux et de machines et de matériel de l'Alberta sont demeurées modestes, leur valeur ayant représenté environ 7 % de toutes les exportations, alors que les exportations d'automobiles ont occupé une place négligeable.

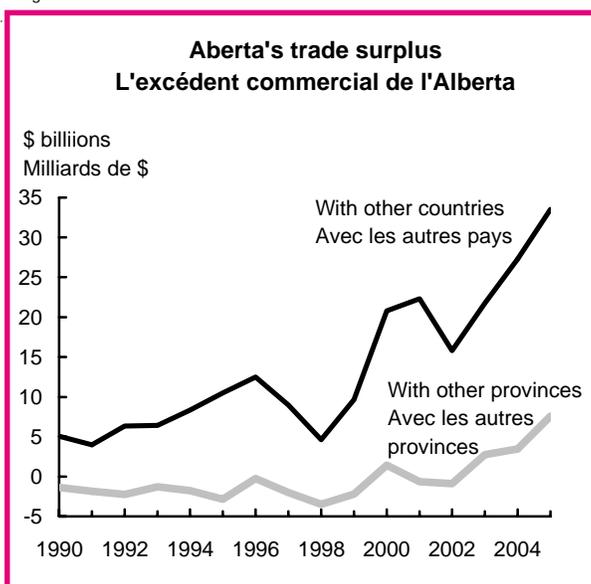
L'Alberta exporte 62 % de son PIB à l'étranger et vers les autres provinces; c'est plus que la Colombie-Britannique, l'Ontario ou le Québec. Les États-Unis sont la destination de 90 % des exportations internationales de la province, une proportion en hausse par rapport à 80 % un an plus tôt. En valeur nominale, les exportations se sont constamment accélérées vers les autres pays, ayant été en hausse de 13 % en 2003, de 11 % en 2004 et de 15 % l'année dernière. Cette croissance est attribuable en majeure partie à la montée des prix de l'énergie, puisque, dans l'ensemble, leur progression en volume n'a été que de 4,2 % pendant cette période.

Le plus clair de l'excédent commercial de l'Alberta vient des échanges avec l'étranger. Dans le bilan commercial de cette province, les exportations dépassent les importations de 33 milliards de dollars. Dans ses échanges avec le reste du Canada, l'Alberta présente un excédent de 7,5 milliards de dollars seulement. Ses déficits avec l'Ontario et le Québec contrebalancent les excédents avec toutes les autres provinces⁵. C'est le reflet d'un certain nombre de traits révélateurs du commerce albertain.

Premièrement, environ les trois quarts des exportations énergétiques de la province vont aux États-Unis, notamment le pétrole brut destiné aux États du Midwest et des Rocheuses (l'est du Canada importe le gros de ses hydrocarbures d'Europe, car ceux-ci coûtent moins cher et les raffineries plus anciennes de cette région du pays sont conçues pour la transformation d'un pétrole plus léger que celui de l'Alberta). En revanche, l'Alberta exporte plus de pétrole raffiné et moins de pétrole brut vers le reste du Canada, surtout vers l'Ouest canadien, en raison de la concentration de grandes raffineries sur le territoire albertain (Edmonton dispose presque des trois quarts de toute la capacité de raffinage des provinces de l'Ouest). Au total, les exportations d'énergie vers le reste du Canada ont à peu près la même importance (71 %) que celles vers le reste du monde.

Deuxièmement, l'Alberta importe plus de biens d'équipement et de consommation des autres provinces, ce qui lui

Figure 5



resource exports. Alberta bought almost as many goods and services from the rest of Canada (\$41.8 billion) as it did from the rest of the world (\$51.1 billion) last year. While international imports supply the lion's share of machinery and equipment (including electronics), imports from the rest of Canada have risen faster since 1999 (up 36%) to meet surging investment demand. Alberta itself has a thriving machinery and metal fabricating industry that supplies the oilpatch.

And finally, Alberta runs a deficit in trade in services with the other provinces, especially financial, business and computer services. Partly, this reflects Calgary's rise as the headquarter of North America's energy hub. International imports of services are small outside of travel. Alberta does receive more travelers from abroad than from elsewhere in Canada.

Household spending accelerates

Consumer spending in Alberta remains by far the strongest in Canada. After rising about 4% in volume every year from 1998 to 2003, it picked up to 5% in 2004 and 7% last year (the largest in any province since its own 8% gain in 1998). So far this year, nominal retail sales are running an astonishing 17% ahead of 2005, on track for the best year of any province ever. Vehicles spearheaded the gain, led by the more expensive truck segment.⁶ Growth was boosted by a drop in the tax burden since 1998, capped by the \$1.4 billion in prosperity cheques issued earlier this year.

Despite this spending splurge, Albertans have the highest personal savings rate anywhere in Canada, at 5.1% last year. In fact, it was the only province other than Ontario where savings were not negative.

Meanwhile, housing demand exploded 17% last year, partly in response to more people moving from other provinces. Housing had been little changed over the previous two years after a double-digit gain in 2002. Housing starts in Alberta recently surpassed Quebec, despite having less than half its population, a testament to the rapid increase in Alberta's population.

Higher prices, especially for energy, have been a boon to the Alberta economy over the last three years. But Albertans are beginning to feel the pinch from

permet de se spécialiser dans les exportations de ressources. L'Alberta a acheté presque autant de biens et de services du reste du Canada (41,8 milliards de dollars) que du reste du monde (51,1 milliards de dollars) l'an dernier. Les importations en provenance du reste du monde lui apportent la majeure partie de ses machines et de son matériel (produits électroniques compris), mais ce qu'importe l'Alberta du reste du Canada croît plus rapidement depuis 1999 (hausse de 36 %) en réponse à une demande d'investissements en plein essor. L'Alberta compte elle-même sur une florissante industrie de la machinerie et des produits métalliques qui approvisionne le secteur pétrolier.

Précisons enfin que l'Alberta enregistre un déficit dans son commerce de services avec les autres provinces, plus particulièrement pour ce qui est des services financiers et informatiques et des services aux entreprises. Cela traduit, en partie, l'accession de Calgary au titre de plaque tournante de la production d'énergie en Amérique du Nord. Les importations de services de la province en provenance de l'étranger sont modestes en dehors du secteur touristique. L'Alberta reçoit plus de voyageurs de l'étranger que d'ailleurs au Canada.

Les dépenses des ménages s'accroissent

Les dépenses de consommation en Alberta sont demeurées les plus fortes, et de façon très nette, au pays. Après avoir gagné environ 4 % en volume par an de 1998 à 2003, elles ont progressé de 5 % en 2004 et de 7 % l'an dernier (cette dernière hausse est la plus imposante à l'échelle des provinces depuis que l'Alberta a elle-même affiché une augmentation de 8 % en 1998). Jusqu'à maintenant cette année, les ventes au détail connaissent en valeur nominale une croissance phénoménale de 17 % par rapport à 2005. La province est en voie de réaliser sur ce plan la meilleure croissance dans l'histoire canadienne de toutes les provinces. La hausse a été principalement attribuable aux véhicules, et surtout aux camions qui constituent le segment où les prix sont les plus élevés⁶. La croissance a été stimulée par une diminution du fardeau fiscal depuis 1998 qui a été suivie, au début de 2006, de l'émission de chèques de prospérité d'une valeur de 1,4 milliard de dollars.

Malgré cette flambée des dépenses, les Albertains sont de tous les Canadiens ceux qui épargnent le plus, leur taux d'épargne personnelle s'étant établi à 5,1 % l'an dernier. Avec l'Ontario, l'Alberta est la seule province à ne pas présenter un taux d'épargne négatif.

Sur le marché de l'habitation, la demande a grimpé de 17 % l'an dernier, en partie en réaction à une augmentation de la migration en provenance des autres provinces. Ce marché n'a guère changé depuis deux ans après une croissance de plus de 10 % en 2002. Les mises en chantier en Alberta ont récemment dépassé celles du Québec, malgré le fait que la population albertaine représente moins de la moitié de celle du Québec, une preuve éloquente qui témoigne de la rapide augmentation de la population de l'Alberta.

La montée des prix en général et du prix de l'énergie en particulier a été un bienfait depuis trois ans pour l'économie de l'Alberta, mais les Albertains commencent à subir les effets

higher prices for what they consume as well as produce. In the past year, consumer prices have accelerated from a 2.1% to a 4.3% increase. Most of the hike reflects the soaring cost of new homes, especially in Calgary and Edmonton where prices jumped 49% and 28% respectively in the year ending in June.

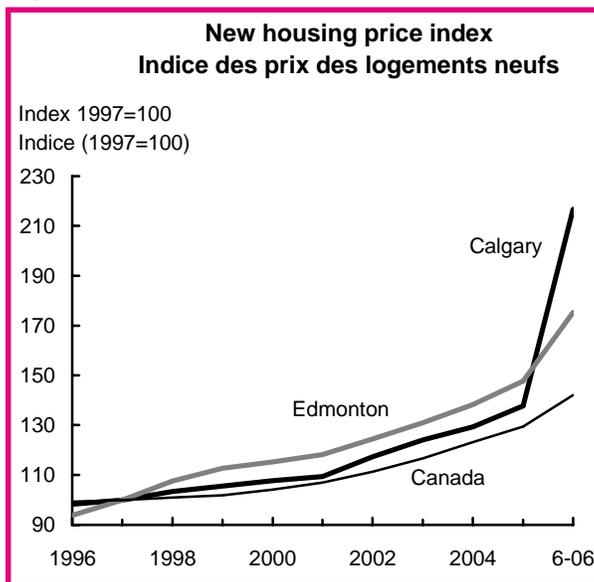
There are other manifestations of a growing housing shortage, especially in Fort McMurray, the epicentre of the oilsands. Retailers report sharp increases in sales of motor homes in Alberta as a short-term solution to the dearth of housing.

One reason for the rapid increase in the cost of building new homes in Alberta is that house construction is dwarfed by non-residential construction activity. At \$26.5 billion, spending on non-residential structures is over twice the \$11.5 billion housing sector. This is typical of other oil-producing provinces like Saskatchewan and Newfoundland, but the reverse of the rest of Canada: in Ontario, for example, housing is three times the size of non-residential structures. The huge profits and financial reserves that firms possess in Alberta put them in a commanding position to bid scarce construction resources away from the housing sector.

Another consequence of Alberta's oil boom was a sharp improvement in the provincial government's finances. Its budget surplus jumped to \$7.4 billion in fiscal 2005-2006 (on a national accounts basis). Royalties from oil and gas more than doubled from \$5.8 billion in 2002 to \$12.8 billion last year, mostly from natural gas. Meanwhile, the elimination of all public debt reduced the cost of debt servicing by nearly \$1.5 billion in the past decade.

Governments have invested rapidly in the infrastructure needed to try to keep up with economic and population growth. Since 1999, government capital spending in Alberta has doubled in volume, easily the most in Canada.

Figure 6



du renchérissement de ce qu'ils consomment et de ce qu'ils produisent. Dans la dernière année, les prix à la consommation ont grimpé, leur hausse étant passée de 2,1 % à 4,3 %. Si les prix ont tant augmenté, c'est surtout à cause des prix des logements neufs qui ont monté en flèche, en particulier à Calgary et à Edmonton où ils ont fait un bond de 49 % et de 28 % respectivement au cours de l'année se terminant en juin.

On relève d'autres signes d'une pénurie croissante de logements, notamment à Fort McMurray qui est le centre de la région d'exploitation des sables pétrolifères. Les détaillants signalent de fortes hausses des ventes de caravanes motorisées

en Alberta comme remède à court terme à la pénurie de logements.

Si les coûts de la construction résidentielle neuve augmentent rapidement dans la province, c'est notamment que la construction non résidentielle prime très largement la construction résidentielle. Les dépenses en construction non résidentielle (26,5 milliards de dollars) représentent plus du double des dépenses en construction résidentielle (11,5 milliards de dollars). Ce phénomène est caractéristique d'autres provinces pétrolières comme la Saskatchewan et Terre-Neuve, mais le contraire se vérifie dans le reste du pays : en Ontario par exemple, la construction résidentielle représente le triple de la construction non résidentielle. Les vastes bénéfices et les importantes réserves financières des entreprises albertaines font qu'elles sont tout à fait en mesure d'attirer vers elles les ressources limitées du domaine de la construction du secteur de l'habitation.

Une autre conséquence de l'essor pétrolier de l'Alberta est la nette amélioration des finances publiques de la province. L'excédent budgétaire provincial a fait un bond pour se situer à 7,4 milliards de dollars durant l'exercice financier 2005-2006 (sur la base de la comptabilité nationale). Les redevances tirées du pétrole et du gaz ont plus que doublé, surtout grâce au gaz naturel, passant de 5,8 milliards de dollars à 12,8 milliards de dollars de 2002 à 2005. Par ailleurs, l'élimination de toute dette publique est venue réduire le coût du service de la dette de près de 1,5 milliard de dollars au cours de la dernière décennie.

Les administrations publiques ont rapidement investi dans l'infrastructure nécessaire pour essayer d'être à la hauteur de la croissance économique et démographique. Depuis 1999, les dépenses publiques d'investissement en Alberta ont doublé en volume, plus que dans toute autre province, et de loin.

A tight labour market...

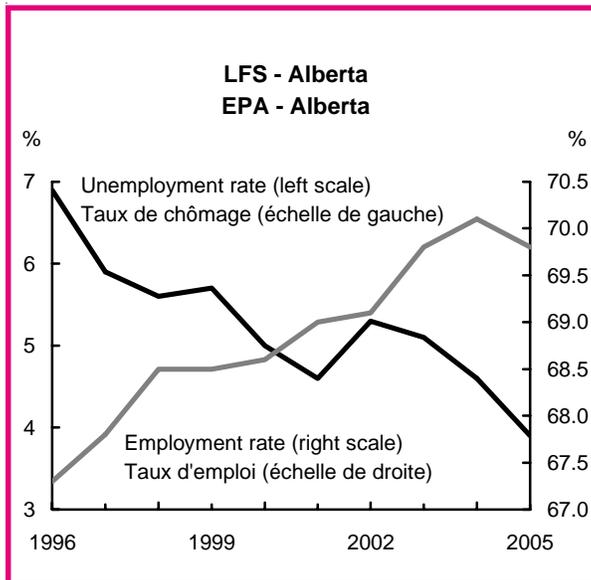
Over the last decade, Alberta has consistently had Canada's strongest labour market, averaging annual job gains of 3.1%. But now it has moved ahead of all North America. It has the highest share of its population employed of any province or state, and the lowest unemployment rate.

Alberta's unemployment rate fell to 3.9% in 2005, equalling its record lows of the early 1980s. It has since fallen further, averaging 3.4% so far this year, easily the lowest in Canada (Manitoba is next). When adjusted to a comparable basis with the US (which excludes 15 year olds), Alberta's 2.9% unemployment rate in June was the lowest of any province or state in North America, while it had the highest employment rate at 71.7%.⁷

Alberta's employment is unique in Canada in several ways. It had the largest share of jobs in the goods-producing sector at 27.3% in 2005, reflecting the size of its mining and construction industries. The large presence of these industries is also reflected in the preponderance of men holding jobs: at 76.1% in 2005, it was easily the highest in Canada. Conversely, it has by far the smallest share of jobs in public administration at 3.5%.

Not too surprisingly, job growth since 2002 has been led by mining (including oil and gas), which has jumped by 30,000 (or 33%) over the last three years (and 71% since 1999). As a result, it is now the sixth largest employer in the province, up from 12th in 1999. In the northeastern part of the province (which includes the oilsands), one in every five workers is employed by the oil and gas industry. Together with a 19,000 increase in construction, these two industries accounted for nearly half of all job growth since 2002. This does not include the side-effect of the energy boom on industries such as finance, business services and transportation (up 35,000 since 2002). Nor does it include the indirect effect of more household spending on the retail and real estate industries, which grew by 26,000.

Figure 7

**Resserrement du marché du travail...**

Au cours de la dernière décennie, l'Alberta a eu invariablement le marché du travail le plus ferme au pays, les hausses de l'emploi y ayant été de 3,1 % en moyenne par année. Aujourd'hui, elle devance tous les secteurs de compétence en Amérique du Nord. De toutes les provinces et États, c'est l'Alberta qui a la plus grande proportion de personnes occupées et qui présente le taux de chômage le plus bas.

Son taux de chômage est tombé à 3,9 % en 2005, égalant ses creux record des premières années de la décennie 1980. Il s'établit en moyenne à 3,4 %

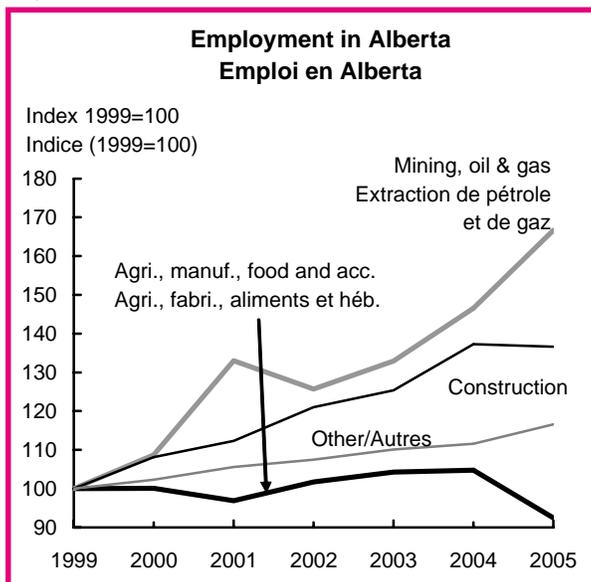
depuis le début de 2006; c'est de loin le plus bas au Canada (le Manitoba suit l'Alberta). Après correction pour être en mesure de comparer les taux canadiens avec les taux américains (lesquels ne tiennent pas compte de la population âgée de 15 ans), le taux de chômage de l'Alberta (2,9 % en juin) était le moins élevé des provinces et des États d'Amérique du Nord. L'Alberta se distingue aussi par le taux d'emploi le plus haut (71,7 %)⁷.

L'emploi en Alberta est unique au Canada à plusieurs égards. La province avait proportionnellement le plus d'emplois dans les industries de biens (27,3 %) en 2005 en raison de la taille de son industrie minière et de son industrie de la construction. La vive présence de ces branches d'activité se manifeste aussi par la prépondérance des hommes ayant un emploi (76,1 % en 2005, soit la proportion la plus élevée, et de façon marquée, au Canada). À l'inverse, les emplois sont proportionnellement les moins nombreux – et de loin – dans l'administration publique (3,5 %).

On ne s'étonnera pas que, depuis 2002, la croissance de l'emploi ait été principalement attribuable au secteur de l'extraction (pétrole et gaz compris) qui a connu un bond de 30 000 emplois (+33 %) au cours des trois dernières années et de 71 % depuis 1999. En conséquence, il est devenu le sixième employeur en importance dans la province; il n'était qu'en douzième position en 1999. Dans la partie nord-est du territoire provincial (qui comprend la région des sables pétrolifères), un travailleur sur cinq appartient à l'industrie du pétrole et du gaz. Dans l'industrie de la construction, il s'est créé 19 000 emplois. Ces deux industries ensemble représentent près de la moitié de toute la croissance de l'emploi depuis 2002. On exclut ici les retombées de l'essor de l'énergie sur des industries comme celles des finances, des services aux entreprises et des transports (en hausse de 35 000 emplois depuis 2002), ainsi que l'effet indirect de la montée des dépenses des ménages sur le commerce de détail et l'activité immobilière (en hausse de 26 000 emplois).

This impressive history of Alberta's job growth makes last year's slowdown more exceptional. After peaking at 4% in 1998, employment gains moderated to 3% in 2001. Despite the boom in the oilpatch starting in 2003, job growth has progressively slowed from 2.8% in 2003 to 2.4% in 2004 and 1.5% in 2005. Last year's increase was the smallest since 1993, a testament to the difficulty in finding labour. A pick-up in the labour force allowed job growth to accelerate significantly to 3.7% so far in 2006.

Figure 8



L'impressionnant bilan de la croissance de l'emploi en Alberta fait encore plus ressortir son ralentissement de l'année dernière. Après avoir culminé à 4 % en 1998, le taux d'accroissement de l'emploi a ralenti pour se situer à 3 % en 2001. Bien que l'activité pétrolière ait entamé sa montée en 2003, la croissance de l'emploi a progressivement décéléré, étant tombée de 2,8 % en 2003 à 2,4 % en 2004 et à 1,5 % en 2005. La croissance de l'an dernier est la plus modeste depuis 1993, ce qui témoigne des difficultés qu'éprouve l'Alberta à trouver de la main-d'œuvre. La reprise qu'a connue la population active a donné lieu à une accélération considérable

de la croissance de l'emploi (+3,7 % jusqu'à maintenant en 2006).

...leads to shortages and rising costs

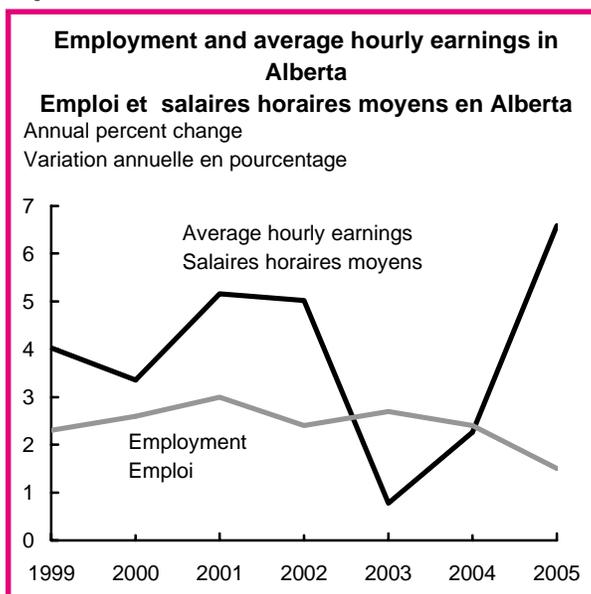
There are several manifestations of Alberta's labour scarcity. The Survey of Business Conditions found that one-quarter of Alberta's manufacturers reported shortages of unskilled labour, up dramatically from just 2% as recently as 2003. Partly this reflects labour in relatively low paying areas such as farming, manufacturing and accommodation and food being siphoned off by the booming construction and mining sectors.

...qui crée des pénuries et fait monter les coûts

La rareté de la main-d'œuvre se manifestent de plusieurs manières en Alberta. Dans l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires, le quart des fabricants albertains ont déclaré des pénuries de main-d'œuvre non qualifiée; la proportion correspondante n'était que d'un maigre 2 % aussi récemment qu'en 2003. C'est en partie que les industries florissantes de la construction et des mines aspirent littéralement les travailleurs d'industries relativement peu rémunératrices comme celles de l'agriculture, de la fabrication et de l'hébergement.

Alberta's tight labour market is reflected in its hourly wage rate. Initially, the start of the boom in 2003 slowed average wage growth, presumably as people entering the labour force took lower-paying jobs. But after four years of growth, Alberta now leads the country at \$20.94 an hour, passing Ontario, which has traditionally had the highest wages. Hourly earnings in Alberta have risen by over 7% just in the past 12 months ending in June, including an increase of over 10% in Calgary. This reflects both wage hikes and jobs shifting to high-paying sectors, as the trend of hours worked has been flat despite the conversion of many

Figure 9



Du resserrement du marché du travail albertain témoigne aussi l'évolution du taux de la rémunération horaire. Initialement, le début de l'essor en 2003 a fait ralentir la croissance du salaire moyen, possiblement parce que les personnes s'étant jointes à la population active ont accepté des emplois moins bien payés. Mais après quatre années de croissance, l'Alberta domine aujourd'hui au pays sur ce plan, la rémunération horaire y étant de 20,94 \$ l'heure, ce qui place la province devant l'Ontario qui a traditionnellement les salaires les plus élevés. En Alberta, la rémunération horaire s'est élevée de plus de 7 % dans les seuls 12 mois qui ont pris fin en juin. On a notamment relevé

part-time into full-time jobs (part-time jobs are defined as less than 30 hours a week).

Demographics

Alberta's population has grown faster than any other province every year since 1996 (when BC led growth). This increase reflects large inflows of migrants from other provinces and rising births (it is the only province where births have increased in absolute terms since 2000). Alberta attracts relatively few immigrants from abroad—they gravitate mostly to Toronto, Vancouver and Montreal.

Alberta has been the most successful province in attracting migrants from elsewhere in Canada. Since 2000, inter-provincial migration has been a critical source of labour for Alberta. It directly provided 110,000 (or 43%) of Alberta's 250,000 population growth from 2000 to 2005 (not including children these in-migrants had after arriving).

The sources of migration to Alberta have spread across the country as word has circulated about its wealth. In 2000, 59% of people moving to Alberta came from Saskatchewan and BC, provinces contiguous to Alberta. Last year, their share fell to 46%. Instead, people increasingly moved long distances: one in five in 2005 came from the Atlantic provinces and Quebec, up from 15% in 2000, mostly after the boom took-off in 2003. Ontario's share rose to nearly one in four.

In addition, only Alberta posted net interprovincial in-migration in every year over the past decade. In fact, Ontario in the late 1990s and BC in the last two years were the only provinces to sustain a significant inflow even for a short period of time. And interestingly, the largest move to Alberta (43,089 people) was in 1998, despite the crash in oil prices that year. Net in-migration slowed after 2002 even as the economy boomed. While gross inflows remained constant, there was a pick-up in out-migration in recent years.

une hausse de plus de 10 % à Calgary. Il faut y voir l'effet tant des augmentations de salaire que du déplacement des emplois vers les secteurs rémunérateurs, puisque la tendance des heures travaillées n'a pas évolué malgré la transformation d'un grand nombre d'emplois à temps partiel en emplois à plein temps (on travaille à temps partiel si on fait moins de 30 heures par semaine).

Caractéristiques démographiques

La population a crû plus rapidement chaque année depuis 1996 en Alberta que dans toute autre province (en 1996, la Colombie-Britannique était le chef de file pour ce qui est de la croissance démographique). Cette hausse reflète des arrivées importantes de migrants des autres provinces et un plus grand nombre de naissances (c'est la seule province où le nombre de naissances s'est accru en valeur absolue depuis 2000). L'Alberta attire relativement peu d'immigrants de l'étranger : ceux-ci s'établissent surtout à Toronto, à Vancouver et à Montréal.

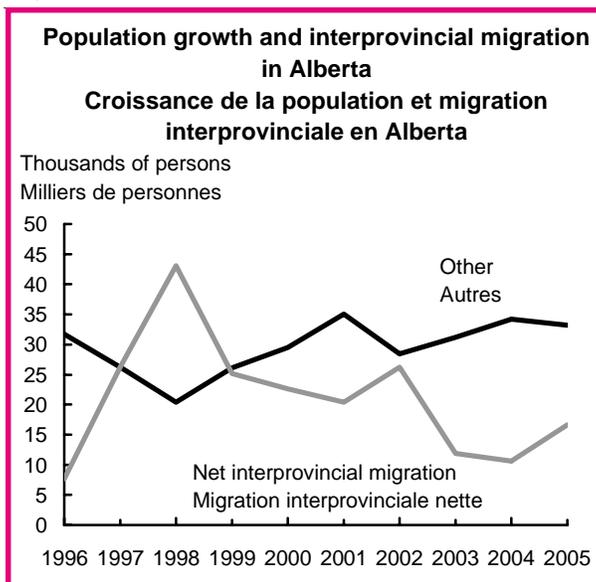
Plus que toute autre province, l'Alberta réussit à attirer des migrants des autres régions du Canada. Depuis 2000, la migration interprovinciale constitue une source essentielle de main-d'œuvre pour l'Alberta. Elle est directement à l'origine de 43 % (110 000) de sa croissance démographique (250 000) de 2000 à 2005 (nous ne tenons pas compte ici des enfants qu'ont eus les migrants des autres provinces après leur arrivée).

Les sources de migration vers l'Alberta se retrouvent maintenant partout au pays à mesure que se propage la nouvelle de sa prospérité. En 2000, 59 % des migrants en Alberta venaient de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, les provinces limitrophes. L'an dernier, la part de ces provinces est tombée à 46 %. Les migrants sont de plus en plus venus de plus loin : un sur cinq en 2005 était en provenance des provinces de l'Atlantique et du Québec contre 15 % seulement en 2000, et ce, surtout une fois entamé l'essor albertain en 2003. La proportion des migrants en

provenance de l'Ontario a aussi augmenté, passant à près de un sur quatre.

Il n'y a que l'Alberta qui, chaque année depuis dix ans, bénéficie d'une entrée nette de migrants interprovinciaux. En fait, l'Ontario vers la fin des années 1990 et la Colombie-Britannique dans les deux dernières années sont les seules provinces à avoir maintenu une entrée nette appréciable, ne serait-ce que sur une courte période. Autre fait intéressant, la migration la plus importante à destination de l'Alberta (43 089 personnes) a eu lieu en 1998, bien que les cours pétroliers se soient effondrés cette année-là. Les

Figure 10



Alberta has the youngest as well as the fastest growing adult population, with 57% of people in Alberta less than 45 years old last year. Ontario was next at 54%, while most of the other provinces were near 50%. Partly, this reflects more births, but mostly it is because migrants tend to be relatively young.

While Alberta's population has expanded, labour force growth has been hampered by a falling participation rate. After peaking at 73.5% in 2003, the participation rate retreated to 72.7% last year, the same rate as in 1999. The decrease was widespread among youths and adults, men and women.

The drop was unusual for Alberta, which traditionally has had the highest participation in Canada. Whatever the cause, it may be short-lived, as there are signs that the ongoing boom is attracting people back to the labour force in 2006.

Labour shortages make it important to better integrate people who are often on the fringe of the labour market, notably recent immigrants and Aboriginal people. For example, in 2001 the share of recent immigrants in Alberta (less than 5 years since entering Canada) holding a job was about 65%, over 5 full percentage points below all other groups.

Alberta has done slightly better than the other western provinces in integrating Aboriginal people into the labour force. In fact, the participation rate among Aboriginal people (70.6%) was higher than the overall national average, although it remained below the rate for non-Aboriginal people in Alberta (72.8%). Much of this gap reflects the lower educational attainment of Aboriginals.

After languishing through most of the 1980s and 1990s, output per hour worked in Alberta began to improve significantly in 2000. Since then, it has risen 4%. This upswing reflects a number of factors, notably the surge of business investment that began in the late 1990s and which continues into 2006. As a result, each employee now has 20% more capital stock to work with than in 2002. The rising cost of labour encouraged firms to invest more and alleviate the shortages of manpower. These gains have offset the declining

entrées nettes ont ralenti après 2002 même en période de prospérité de son économie. Les entrées brutes sont constantes, mais il y a eu reprise de l'émigration interne ces dernières années.

La population albertaine est la plus jeune et le nombre d'adultes y est le plus en croissance au pays; 57 % des Albertains étaient âgés de moins de 45 ans l'an dernier. L'Ontario suivait (54 %) et, dans la plupart des autres provinces, la proportion correspondante était de près de 50 %. C'est en partie qu'il y a plus de naissances en Alberta, mais avant tout que les migrants sont relativement jeunes en général.

La population albertaine a augmenté, mais la croissance de la population active a été tempérée par la baisse du taux d'activité. Après avoir culminé à 73,5 % en 2003, ce dernier a fléchi à 72,7 % l'an dernier, se situant au même niveau qu'en 1999. Il est en baisse partout, c'est-à-dire chez les jeunes et les adultes et chez les hommes et les femmes.

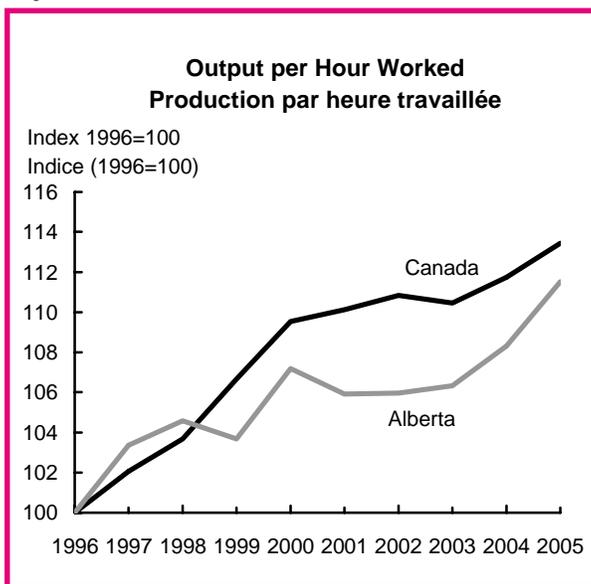
C'est une situation singulière pour l'Alberta qui a toujours présenté le plus haut taux d'activité au Canada. Quelle qu'en soit la cause, ce pourrait être un phénomène de courte durée, puisqu'on relève des signes que, en 2006, une économie albertaine en plein essor ramène des gens sur le marché du travail.

Dans un contexte de pénuries de main-d'œuvre, il importe de mieux intégrer des gens qui, souvent, n'entrent pas de plain-pied sur le marché du travail, plus particulièrement les immigrants récents et les peuples autochtones. Ainsi, en 2001, la proportion de migrants récents (ils sont depuis moins de 5 ans au pays) ayant un emploi en Alberta était d'environ 65 %. Elle est de plus de 5 points entiers inférieure au pourcentage correspondant dans tous les autres groupes.

L'Alberta a un peu mieux réussi que les autres provinces de l'Ouest à intégrer les peuples autochtones au marché du travail. En fait, le taux d'activité parmi les peuples autochtones (70,6 %) dépassait celui la moyenne globale nationale bien qu'il soit demeuré inférieur au taux des non-Autochtones en Alberta (72,8 %), ce qui s'explique en grande partie par la scolarisation moindre des Autochtones.

Après avoir été languissante pendant le plus clair des années 1980 et 1990, la production par heure travaillée en Alberta a commencé à s'améliorer nettement en 2000. Depuis, elle s'est élevée de 4%. Cette remontée tient à un certain nombre de facteurs, notamment à la flambée des investissements des entreprises qui a débuté vers la fin de la décennie 1990 et qui était toujours là en 2006. Chaque salarié dispose aujourd'hui de 20 % de plus de stock de capital pour travailler qu'en 2002. La montée des coûts de

Figure 11



productivity of conventional oil and gas wells, as the Western Canadian Sedimentary Basin passed its peak output.

While the boom has brought unbridled prosperity to Alberta, some worrisome long-term effects have emerged. Most notably, rural Alberta has one of the highest rate of high school drop-outs in the country at about 25%, presumably spurred by the promise of attractive pay for relatively unskilled work. However, this leaves these youths ill-prepared to deal with the consequences of a slump in the industry.

The supply of workers in Calgary and Edmonton

In both Calgary and Edmonton, the labour markets have been very strong. In July 2006, the unemployment rate in Calgary was 3.7%, very similar to the 3.8% rate in Edmonton.

While labour demand is robust in each city, labour supply conditions differ. First of all, population growth in Calgary is stronger than it is in Edmonton, a situation that has existed for a number of years. In 2005, the population of Edmonton was estimated at 1.016 million people, up 1.3% from the year earlier. In Calgary, the population increased 2.1% to 1.060 million.

Furthermore, there have been differing trends in the share of the population engaged in Alberta's economy. In Calgary, labour force participation rates are the highest in Canada, and have bucked the national trend toward lower participation. In Edmonton, labour force participation has fallen in the last couple of years.

How can labour force participation be falling in Edmonton in an environment of strong economic growth? There are many possible answers to this question. Nation-wide, there is a trend toward lower participation, driven mostly by an aging population. Comparing Edmonton's age profile to that of Calgary, it is clear that the impact of boomers retiring will hit Edmonton sooner than it will in Calgary.

However, the aging of the population does not explain the entire decline in labour force participation in Edmonton. On average over the twelve months from July 2005 to July 2006, labour force participation has also been lower among many groups, but most notably for youths 15 to 24 years of age, whose participation in labour market is often voluntary, or contingent upon parental income.

Conclusion

Alberta's surging economy over the last four years has been unprecedented in this country's economic history. Fuelled by investment from soaring energy exports, this China-like growth has lifted average incomes in

maind'œuvre a incité les entreprises à investir davantage et à ainsi remédier à la pénurie de personnel. Ces gains ont compensé la productivité décroissante des puits de pétrole et de gaz conventionnels, la production du bassin sédimentaire de l'Ouest canadien ayant derrière elle ses meilleurs jours.

L'essor de l'économie a apporté une prospérité sans borne à l'Alberta, mais des effets à long terme inquiétants se sont faits jour. On remarque, notamment, que l'Alberta rural a un des plus hauts taux de décrochage au pays (environ 25 %), sans doute en raison de l'attrait d'emplois relativement peu spécialisés mais rémunérateurs. Les jeunes en question seront mal armés au moment d'affronter les conséquences d'un éventuel marasme de l'industrie.

L'offre de main-d'œuvre à Calgary et à Edmonton

À Calgary aussi bien qu'à Edmonton, les marchés du travail ont été très vigoureux. En juillet 2006, le taux de chômage à Calgary était de 3,7 % et celui d'Edmonton était presque similaire (3,8 %).

Alors que la demande de main-d'œuvre est forte dans les deux villes, les conditions de l'offre de main-d'œuvre sont différentes. Premièrement, la croissance de la population est plus soutenue à Calgary qu'elle l'est à Edmonton, et ce, depuis de nombreuses années. En 2005, la population d'Edmonton était estimée à 1,016 million de personnes, un chiffre en hausse de 1,3 % par rapport à l'année précédente. À Calgary, la population a crû de 2,1 % pour se situer à 1,060 million de personnes.

De plus, il y a eu des tendances différentes dans la portion de la population qui a participé à l'économie en ébullition de l'Alberta. À Calgary, les taux d'activité de la population active sont les plus élevés au Canada et ils sont allés à l'encontre de la tendance nationale d'une participation plus faible. À Edmonton, la participation au marché du travail a fléchi au cours des dernières années.

Comment la participation au marché du travail a-t-elle pu diminuer à Edmonton dans un contexte de forte croissance économique? Il y a plusieurs réponses à cette question. À l'échelle nationale, la participation a tendance à être plus faible, surtout en raison du vieillissement de la population. En comparant le profil des âges à Edmonton et à Calgary, il ressort clairement que le fait que les baby-boomers prendront leur retraite aura des répercussions plus tôt à Edmonton qu'à Calgary.

Cependant, le vieillissement de la population n'explique pas entièrement la baisse de participation au marché du travail à Edmonton. En moyenne au cours des douze mois allant de juillet 2005 à juillet 2006, la participation au marché du travail a également été plus faible parmi plusieurs groupes mais plus particulièrement chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans dont la participation au marché du travail est souvent volontaire ou dépendante des revenus parentaux.

Conclusion

La vigoureuse croissance de l'économie de l'Alberta au cours des quatre dernières années n'a pas eu de précédent dans l'histoire économique de ce pays. Stimulée par les investissements liés aux exportations d'énergie qui sont en forte

Alberta to nearly twice the national average. And growth has not been confined to blue-collar workers in the oilpatch: Calgary has surpassed Vancouver as the third largest seat of corporate headquarters in Canada.

The benefits of this growth are obvious. Alberta boasts the strongest labour market in North America and the highest wages in Canada. Retail sales are growing at an unprecedented pace. The provincial government has re-paid all of its debt. The rapid pace of growth, however, is leading to growing shortages of labour and housing.

The Alberta juggernaut has made it the envy of the rest of Canada. But other Canadians have benefited from the Alberta boom: its insatiable demand has pulled in more people and goods and services from the rest of the country, making the Alberta advantage increasingly Canada's advantage.

Notes

- 1 In fact, some major indicators such as employment and retail sales suggest Alberta's economy is accelerating significantly this year.
- 2 Looking at terms of trade-adjusted (or command) GDP produces essentially the same result, up 40% since 2002 versus a 43% gain in nominal GDP.
- 3 EnCana is not an isolated example: Calgary has surpassed Vancouver as the third-largest home to head offices in Canada, after Toronto and Montreal.
- 4 National Energy Board, 2005 Annual Report, p. 15.
- 5 "Coming Up Next: The Transformation of Western Canada's Economy", by Todd Hirsch, Canada West Foundation, April 2006.
- 6 Alberta has 2.4 million vehicles on the road, more than BC which has one million more people.
- 7 Florida and South Dakota had the next-lowest unemployment rate at 3.0%, while Nebraska had an employment to population ratio of 70.6%.

hausse, cette croissance qui ressemble à celle de la Chine a fait grimper les revenus moyens en Alberta à un niveau près de deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Et la croissance n'a pas été le fait des seuls cols bleus du secteur pétrolier : Calgary a dépassé Vancouver pour désormais occuper la troisième place en importance au Canada quant au nombre de sièges sociaux.

Les avantages de cette croissance sont évidents. L'Alberta peut prétendre avoir le marché du travail le plus vigoureux en Amérique du Nord et les salaires les plus élevés au Canada. Les ventes au détail croissent à un rythme sans précédent. Le gouvernement provincial a acquitté sa dette en entier. Le rythme de croissance rapide, néanmoins, entraîne des pénuries grandissantes de main-d'œuvre et de logements.

La puissance de l'Alberta a fait l'envie du reste du Canada. Mais les autres Canadiens ont bénéficié de l'essor de l'Alberta : sa demande insatiable a fait croître le nombre de personnes qui s'y dirigent de même que ses importations de biens et services en provenance du reste du pays, ce qui fait que les bénéfices dont jouit l'Alberta deviennent de plus en plus les bénéfices du Canada tout entier.

Notes

- 1 En fait, un certain nombre de grands indicateurs comme ceux de l'emploi et des ventes au détail suggèrent que l'économie albertaine est en forte accélération cette année.
- 2 Se baser sur les termes de l'échange ajustés (ou *command GDP*) pour faire le calcul donne essentiellement le même résultat, soit une hausse de 40 % depuis 2002 plutôt que de 42 % en utilisant le PIB nominal.
- 3 EnCana n'est pas un cas isolé : Calgary a dépassé Vancouver comme troisième ville en importance au pays pour ce qui est du nombre de sièges sociaux après Toronto et Montréal.
- 4 Office national de l'énergie, rapport annuel de 2005, p. 15.
- 5 Voir *Coming up next : The transformation of western Canada's economy* par Todd Hirsch, Canada West Foundation, avril 2006.
- 6 On dénombre 2,4 millions de véhicules sur les routes de l'Alberta, un nombre plus élevé que celui de la Colombie-Britannique où on compte pourtant 1 million de personnes de plus qu'en Alberta.
- 7 La Floride et le Dakota du Sud ont le deuxième taux de chômage le plus bas (3,0 %), alors que le Nebraska a un ratio de l'emploi à la population de 70 %.